

A.P.L. ouest

informations

bulletin régional hebdomadaire
de l'Agence Presse Libération

A.P.L. 14 rue de Bretagne 75 003 Paris
29 rue J. Jaurès 44 000 Nantes - Librairie 71 -
dir.: M. Clavel tél: 73.82.48

reproduction et utilisation des informations "A.P.L." entièrement libres!

bulletin A.P.L. : 1^f, abonnement (12^{nos}): 10^f, imp.spé.

APL Nantes, périodique CCCAP 54701. APL Nantes, périodique CCCAP 54701

SOMMAIRE: 30 AVRIL N° 94

Pages I à 5	Groupe information Bretagne
Page 5	Procès de l'emploi Interimaire
Page 6	Dans les prisons de Nantes
P 7-8	Un Comité de Soldats & à Nantes
P 9	Suite à la Manif du CRIN, un lecteur écrit
P 10	Cinéma : "Section Speciale"
P II-I2	En Bref
P 13	En Bref : Vigne Marou
P 14	Le Prefet, démission.
P 15-16	On a reçu ça ;

P.1

C A L E N D R I E R

- 1^o Mai Fest-noz au Sofo, à Poligné (6 km. de Bain de Bretagne)
Comité de soutien à Garnier, Sonneurs et Chanteurs.
- 1^o au 3 Mai : Semaine Culturelle Africaine FEANF
- 1^o Films-debat sur le Mozambique, Guinée-Bissau, Iles du Cap Vert
- 2 Théâtres, Poèmes, Ballets, Chansons
21 h. Salle Paul Fort
- 3 Mai 21 h. Launcy Violette; Bal de Clcture, Orchestre Zakuna
- 5 Mai 14 h. Tribunal de Rennes: Les Paysans arrêtés à Plessé
sont jugés en appel; Manif de Soutien.

F E T E A P L

Une commission va être créée pour organiser une grande fête de l'information et de la libre expression fin septembre.
On demande un maximum de volontaire pour participer à cette commission. D'autre part, Les Chanteurs, Les groupes de Theatre, de Cinéma et tout autre groupe désirant y participer peuvent nous contacter à la librairie 71. MERCI

ATTENTION

Le 5 Mai La manifestation de soutien à Rennes (Voir P.13)
a lieu à 13 heures au Champ de Mars de Rennes
Un départ de cars a lieu à 11 heures au Champ de Mars de Nantes

Lettes dans le reste de la Bretagne - Avril 1975

JAIN - Depuis le 9 décembre 1974, les 10 ouvriers des salaisons JAIN de Pleyben (Finistère) sont en grève (ils vont bientôt entamer leur 5ème mois de grève). Leurs revendications :

- 150 Francs d'augmentation uniforme pour tous
- l'application de la convention collective.

A noter un important mouvement de solidarité paysans-ouvriers dans tout le département du Finistère.

ABATTOIR DE REDON - A.L.C. - Au 20 avril, les 84 ouvriers entament leur 5ème semaine d'occupation (dépôt de bilan).

SOCIETE LANIONNAISE D'ELECTRONIQUE (Tréguier) -

En grève illimitée depuis le 25 avril (revendications salariales pour les OS et OP) : l'intersyndicale décrit ainsi la situation :

"Une maîtrise à la botte des chefs de service méprisante note ostensiblement chaque faute commise et force la cadence. La production, sans amélioration des méthodes de travail, a pratiquement doublé en cinq mois, alors que l'effectif n'a augmenté que de 10 %.

Les ouvrières, sous l'action combinée de la direction et des délégués, jouant le jeu de la récession, avaient accepté tacitement cette augmentation de production, espérant être payées de retour.

Le résultat obtenu et le quota dépassé, le champagne a été offert à l'encadrement au vu et au su des ouvrières, ce qui leur a fait plaisir. Surtout quand elles ont su que ce champagne était l'enjeu d'un pari sur leur capacité de production.

Chaque trimestre, un certain pourcentage de la masse salariale est réparti entre les chefs de service, afin de permettre à ceux-ci de procéder à des augmentations promotionnelles ou individuelles. Les critères de choix sont laissés à l'initiative de la maîtrise et ne sont pas forcément d'ordre professionnel.

Au 1er mars, les ouvrières de Tréguier, ne voyant rien venir, se sont entendu-répondre qu'une nouvelle grille de classification était à l'étude, qu'elles devraient attendre, mais qu'elles seraient curieusement surprises. Deux mois après, la nouvelle grille a été portée à la connaissance du personnel. La surprise est tellement bonne, le personnel tellement heureux que, pour manifester son contentement, il s'est mis en grève."

EBOUEURS BRESTOIS EN GREVE : (25 chauffeurs, 70 manoeuvres)

Depuis le 25 avril, revendications principales : conditions de travail (30 kms à pied par jour pour certains, un matériel quelquefois fatigué, les intempéries).

UAP Séquanaise Lorient : au 25 avril 3ème semaine de grève

GIB

GARAGES LORIENTAIS - Près de 300 ouvriers se sont mis en grève le 16 avril, avec occupation du garage Renault et séquestration de deux représentants patronaux. En 5 jours de grève, ils ont obtenu satisfaction d'un grand nombre de leurs revendications (alignement des salaires sur la métallurgie, 13 ème mois).

CREDIT AGRICOLE QUIMPER -

Reprise du travail le 22 avril, après 38 jours de grève !

Le secteur para-agricole, que l'on croyait à l'abri de luttes dures, s'est pourtant souvent manifesté ces derniers temps. Souvenons-nous de Coopa-Sud. Il y a peu à la CMRA (Caisse Mutuelle d'Assurance Agricole du groupe Landerneau), une centaine de paysans intervient pour "libérer" des cadres séquestrés par leurs employés. Enfin, à la Caisse Régionale du Crédit Agricole de Finistère, 600 salariés sur 800 se mettent en grève au début mars.

Pourquoi cette grève ?

La section syndicale CFDT y est très largement majoritaire parmi les salariés. Depuis novembre 1973, les délégués syndicaux se plaignaient de l'attitude de la direction. Cette dernière faisait la sourde oreille aux revendications et demandes d'entrevues des salariés. Les revendications portent sur cinq points :

- remise en cause des primes avec intégration dans le salaire. Elles peuvent aller dans certains cas jusqu'à 25 % du salaire ;
- nouvelle répartition de la masse salariale. L'augmentation se ferait en points et non en pourcentage ;
- remise en cause du protocole d'accord national que n'avaient pas signé la CGT et la CFDT ;
- titularisation d'une partie du personnel ;
- cinquième semaine de congé.

La revendication principale se résume en une répartition plus juste de la masse salariale. Une demande d'entrevue pour le 12 mars restant sans réponse, les ouvriers réunis en assemblée générale, votaient la grève illimitée avec occupation des locaux.

Le déroulement de la grève

La salle des conférences fut occupée. Les grévistes s'y installèrent en permanence, avec la nuit, un piquet de grève. Saisi d'une plainte de la direction, le tribunal des référés ordonnait l'expulsion. D'ordinaire, cette besogne est l'affaire de la police, mais au petit matin du 20 mars, ce fut un groupe d'agriculteurs avec à leur tête les gros paysans les plus représentatifs du département : Courvennec, Chapalain, etc... Ils étaient environ 200.

Cette action n'a fait que renforcer la position des grévistes. Ils sont près de 600 sur 800 employés. Les responsables syndicaux ont le souci depuis lors de conserver le caractère de masse qui en fait la force, car c'est la première fois qu'ils affrontent un tel mouvement. En même temps, ils ont le souci de rechercher des appuis afin de lui ôter son caractère sectoriel. Ils font la jonction avec leurs camarades de la CMRA de Landerneau, eux-aussi expulsés par des paysans. Tous les jours, des assemblées générales permettent aux grévistes, éparpillés dans les différentes caisses locales, de

se retrouver et de faire le point. Des tracts sont distribués dans les villes, aux portes des entreprises.

L'attitude des paysans

Cette grève aurait pu se dérouler dans l'indifférence pour les paysans. L'attitude de Gourvennec et de son équipe l'a fait éclater. Déjà sensibilisés aux problèmes du Crédit Agricole par les mesures de restriction de crédit, les paysans apprenaient quelques temps avant la grève qu'une minorité de gros paysans, les mêmes, se servaient largement. Ne parle-t-on pas de 4 500 000 F de prêt au même ?

A l'opposé, les grévistes ont bénéficié du soutien actif des paysans travailleurs, du CDJA, du Modéf, d'une partie des militants de la FDSEA. L'appareil de cette organisation se contentant d'un communiqué très bref où elle se dit respectueuse du droit de grève, se gardant toutefois de condamner ceux qui le bafouent. L'unité syndicale a ses exigences. La masse des paysans a, sans doute, été réticente au départ à la grève d'hommes dont elle juge la situation : salaire et conditions de travail supérieurs à la sienne. Mais les paysans d'aujourd'hui risquent de se poser des questions sur l'attitude d'une minorité d'entre eux acharnés à accaparer les terres, les productions, le fric, les leviers de commande de l'économie. Par ailleurs, peu de paysans se sentent attirés par des besoins de CRS. Le type de revendications : halte aux primes, à la hiérarchisation rencontre un écho favorable. En fin de compte, l'attitude des petits paysans et moyens face à une grève qui va poser des problèmes (prêts notamment) sera conditionnée par l'information, l'explication de ce mouvement. Il y a là pour les salariés des alliés à condition de veiller à poursuivre l'explication.

Bien des salariés dévouent des patrons qui bafouent le droit de grève et méprisent les grévistes. Des paysans découvrent une minorité, très à l'aise dans leur peau de patron, méprisant ces petits paysans. Des barrières existent encore entre les travailleurs, toutefois certains regardent par dessus et se découvrent les mêmes patrons.

Conclusion

Une telle grève amène donc bien des gens à se poser des questions. Un des arguments de l'équipe Gourvennec est de prétendre que le personnel du Crédit Agricole est trop bien payé. Singulier argument dans la bouche de Gourvennec ! Combien ce personnage touche-t-il en frais de représentation et de déplacement (non assujettis à l'impôt sur le revenu) au titre des nombreux organismes dont il fait partie ? Avec ce qu'il perçoit, on pourrait aisément nourrir plusieurs familles ouvrières.

L'autre question, de caractère plus politique, s'adresse en premier lieu aux cultivateurs, aux dirigeants de coopératives qui se disent de gauche, à ceux qui militent, parfois activement, au Parti Socialiste. Sont-ils tellement fiers d'avoir répondu à l'appel de Gourvennec, de s'être trouvés avec lui à Quimper pour bouter hors des locaux du Crédit Agricole le personnel en grève ?

Enfin, la FGA-CFDT reste vigilante devant la riposte patronale, qui dès la reprise mettait à pied 2 grévistes !

Gouel ar Brezhoneg

C'est "la fête de la langue bretonne". Elle a été organisée l'an passé à Guingamp. Cette année, elle aura lieu à Saint-Pol-de-Léon, les 16, 17, 18, 19 mai. L'ambition des groupes qui l'organisent est de faire participer la population de la région à la réhabilitation de la culture bretonne, avec les militants déjà engagés dans ce combat. C'est aussi de faire de cette fête le rendez-vous de tous ceux qui travaillent à la reconnaissance de la langue bretonne, qu'ils soient bretonnants en herbe ou confirmés. Pendant quatre jours, Gouel ar Brezhoneg proposera aussi bien du théâtre que des jeux traditionnels (lever de la perche, lutte...), des chanteurs, que des débats avec des "personnalités politiques" de la région, de la musique que de la danse : elle se veut l'expression de la réalité culturelle de la Bretagne bretonnante que les expositions de bratonneries des foires à touristes de l'été ne permettent pas de percevoir.

AU TRIBUNAL: le procès de l'emploi intérimaire

Le 24 Avril, 3 garçons de 22 et 23 ans passaient au tribunal, coupables d'avoir commis des vols par effraction dans la nuit du 14 au 15 Avril dans 2 agences intérimaires nantaises, agences qui estiment-ils, les avaient exploités. Leur avocat a en réalité fait le procès de l'emploi intérimaire:

Pour Me Quinbert, cette délinquance n'a pas un but égoïste, mais est l'expression d'une révolte. Et il a fait référence aux actions menées par les intérimaires de Dubigeon en constatant: "il ne semble pas qu'ils aient été beaucoup écoutés". Il a ouvert son dossier sur le travail intérimaire:

Il en existe 83 agences à Nantes. Me Quinbert dénonce notamment "l'état d'esprit de certaines agences et des chefs d'agence", fait apparaître certains abus qui constituent aussi une sorte de vol. Il souligne aussi qu'elles sont "créées parfois de toute pièces par des sociétés importantes pour échapper à la législation sociale et utiliser une main d'œuvre bon marché,

DANS LES PRISONS DE NANTES... (AIR CONNU)

MARCO, DOCKER, 48 ans - du C.A.P.

Après mon séjour d'un mois et demi à la maison d'arrêt de Nantes, je vous informe que le 2 mars 1975, un cahier de revendications en accord avec les autres détenus a été transmis au derlo de Lafayette.

Après une attente de quinze jours, nous n'avons pas obtenu de réponse. De là vint le refus de rentrer dans les cellules l'après-midi après la promenade : arrivée du directeur avec matous et brigadiers qui affirment pouvoir nous recevoir dans l'après-midi, le dialogue bla-bla-bla avec le directeur pied-noir, facho, paternaliste, joueur de pipo de première, qui n'a tenu aucune des améliorations réclamées, faute soit disant de crédit, de personnel, toutes les excuses de la droite ont été reprises pour que les revendications soient annulées (sauf accord bidon genre O.K. pour la lotion après rasage qui est inaccessible par son prix pour les détenus et d'autres topos aussi bidons !... alors que nous réclamions l'amélioration :

- des parloirs qui touchent non seulement les détenus mais aussi leur famille ;
- dans un but d'hygiène corporel nous avons jugé indispensable deux douches par semaine puisque cette exigence est réalisable sans perturber le fonctionnement interne de la prison.
- vu le chômage actuel à l'intérieur de Lafayette, le manque d'occupation et d'exercice nous réclamions deux promenades par jour - 3/4 d'heure à 8 heures le matin et - 3/4 d'heure à 5 heures le soir
- Ainsi, qu'une nourriture plus équilibrée plus variée et moins basée sur les féculents et un dispositif prévu pour que les plats parviennent chauds aux détenus.
- et enfin un réchaud par cellule et par réfectoire.

*Bien sur toutes ces améliorations promises N'ONT PAS ETE TENUES...

Le 25 mars dans la même taule, pendant que j'y étais un tout jeune détenu PATRICK a tenté de se suicider en s'ouvrant les veines des deux bras à travers les fe-

nêtres vitrées, après 20 mn de tapage, les matous sont arrivés, plus pour la porte que nous avions détériorée que pour le mec casixangue, après avoir maté avec sadisme par le mouchard si le sang coulait bien, ils lui ont fait un garrot et l'ont matraqué aux drogues parce que le vrai tabassage est démodé et que les tranquillisants ne laissent aucune trace apparente.

REVOLTE DU 17.

Commentée par GERVAIS et JOEL.

Refus de rentrer dans les cellules toujours après promenade : raison, la bouffe étaient redevenue dégueulasse, aucune réforme : parloirs, douches, rien d'accordé.

De là toutes les vitres des cellules et des ronds-points (P.C. des matous) sont descendues.

Au bout de 10 minutes, les flics de Waldeck, les C.R.S., les gardes mobiles, armés jusqu'aux dents avec leurs nouveaux boucliers transparents sous les ordres de MORINEAU "le grand mac" des flics du commissariat central donnent l'assaut, balancent des grenades. Avec les courants d'air de la taule, les flics prennent les gaz en pleine gueule. Avec force et violence, coup de matraque au hasard, ils refoutent les détenus en cellule.

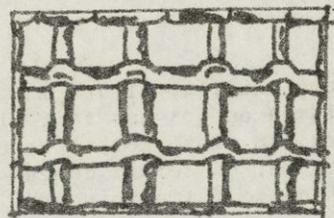
Le nommé "BOBOSS" au surnom prédestiné, se retrouve au C.H.U. méconnaissable.

Avant de monter au dortoir les détenus ont droit à la haie d'honneur, les C.R.S. dans les couloirs, jusqu'au dortoir, distribuent coup de matraque aux détenus désignés par les matous.

Punition pour les portes et les vitres cassées : suppression de parloir et mitard pour les meneurs.

C.A.P. DE NANTES.

LES BONNES GENS:



IVANTES: CONSTITUTION D'UN COMITÉ DE SOLDATS A MELLINET.

CONFÉRENCE DE PRESSE DES SOLDATS:

Nous voulons construire un mouvement de lutte dans la caserne qui soit long et prolonger. C'est pourquoi nous nous constituons en comité de soldats.

Pour le moment, nous n'avons pas connu de répression directe.

Nous n'appartenons pas à un parti politique.

Nous nous sommes organisés dans la caserne pour résister à l'oppression de la hiérarchie militaire, pour obtenir les droits démocratiques. Donc, nous nous constituons en comité de soldats, sur les bases des revendications contenues dans l'Appel des IOO. Mais nous ne nous battons pas seulement pour des droits démocratiques. Nous voulons dénoncer auprès des autres soldats la fonction de l'Armée dans notre société.

Nous avons tous signé l'Appel des IOO.

Nous intervenons dans la caserne par tracts, mais aussi quotidiennement contre les propos racistes tenus vis à vis des soldats qui viennent des colonies françaises, des TOM et DOM.

Les refus collectifs sont difficiles, nous avons du mal à discuter avec tous les soldats pour organiser quelque chose comme des refus collectifs parce que, à part les 200 soldats qui restent en permanence, les 100 autres restent au maximum 2 mois.

Le CISS, c'est le Centre d'Instruction du Service Sanitaire de l'Armée, les gars viennent de tous les coins de France.

La première action menée, ce fut autour du "cas Ripoche". Pour nous, c'était une rampe de lancement, c'était l'occasion pour nous de nous exprimer, de montrer aux autres qu'il y a dans la caserne des gars qui refusent l'Armée.

Signer aujourd'hui l'Appel des IOO, ça serait en retrait de ce qui est fait et ce qu'il y a à faire. En plus, compte tenu de l'activité du groupe, ça serait dangereux, on risquerait de se faire "pincer" rapidement.

Les tracts ont été distribués dans les chambres.

Le tract a été affiché dans la caserne.

Le Colonel est intervenu auprès des appelés pour justifier la libération anticipée du fils de madame Ripoche sur l'intervention du Ministre Ansquer.

Le Comité de soldats vient de se constituer et continue de discuter pour s'unifier politiquement.

Le Comité est clandestin dans la caserne. C'est nous qui discutons avec les soldats susceptibles de faire parti du groupe, après en avoir discuté dans le Comité.

Les auxiliaires infirmés qui sont en stage pour 2 mois, ont tous les matins 4 heures de cours où on s'emmerde, le cours ne dure réellement jamais plus d'une heure.

La formation qu'on reçoit ne sert à rien. Pour soigner le contingent, nous n'avons que l'aspirine et la péniciline (piques intra-musculaires). Avec ce "bagage" nous avons la responsabilité de la santé de nos camarades.

Un gars qui est malade, qui a 38 de fièvre, on lui fait de la péniciline. Donc la plupart des gars vont en ville quand ils sont malades et là, ils achètent des médicaments avec leur argent (les soldats ne bénéficient pas de la sécurité sociale) les gars ne veulent pas aller à l'infirmerie, même quand ils sont malades à crever, parce qu'ils savent que leur perm va sauter.

Les perms ne sont pas un droit, mais l'objet d'un chantage permanent.

Les gars dans la caserne en ont ras le bol de l'Armée et se raccrochent en écoutant les chanteurs bretons contestataires comme Giles Servat,.... les gars qui essaient d'analyser le pourquoi, ils se font chier dans l'armée, et sont de plus en plus nombreux. Il y a un certain malaise même chez les officiers qui se sont constitués un petit groupe qui conteste l'armée de mercenaires qui existe déjà dans l'armée. Ce groupe d'officiers vient d'écrire au ministre des armées.

UN LECTEUR NOUS ECRIT :

"UNE "BELLE" FIN DE MANIF (CRIN)"

LE CHARME DE NOS RUES

Les rues piétonnes, consacrant par les faits la priorité du piéton sur l'automobile dans le centre ville, sont devenues partie intégrante du charme de notre ville, et leur succès n'est plus à démontrer. De nombreux efforts d'aménagements et d'animation ont été entrepris, qui les transforment en lieux favorables à la flânerie et aux rencontres. Cette vocation serait-elle remise en cause par l'étrange incident dont de nombreux nantais furent les témoins rue des Halles, samedi dernier vers 17 h 30 ?

LE DIALOGUE

Une discussion s'étant engagée entre passants, les arguments s'échangeaient et les sujets les plus divers étaient abordés tout à tour : emploi des jeunes, chômage, énergie nucléaire (une manifestation sur ce thème s'était déroulée dans l'après-midi) et autres problèmes d'actualité. On ne pouvait que se réjouir de voir une rue piétonne devenir le théâtre d'échanges entre personnes d'âges et de milieux différents, occasion qui ne se présente guère de nos jours ! Naturellement chacun s'arrêtait pour participer ou du moins prêter l'oreille au débat et bien-

tôt une cinquantaine de personnes étaient réunies.

UN CLIMAT D'INSÉCURITÉ

C'est alors qu'une voiture et deux fourgonnettes de police survinrent : après être restées quelques minutes à proximité, leurs occupants crurent devoir disperser le groupe, sans violences certes, mais aussi sans aucun des motifs souvent invoqués en pareil cas. Et ceci bien sûr au grand étonnement des personnes présentes, pour la plupart scandalisées par un tel abus de pouvoir des forces de l'ordre, faisant référence à des époques sombres ou de telles scènes étaient familières. Qui plus est, deux jeunes gens qui protestaient contre l'arbitraire faillirent être emmenés au poste !

Un tel incident qui déconsidère encore davantage les forces de l'ordre, s'il venait à se répéter, pourrait créer un climat d'insécurité et de peur de la population vis à vis de la police dans notre cité et cette intervention ne cesse d'inquiéter tous les défenseurs des libertés, dont, je pense, messieurs les journalistes, vous êtes parmi les plus ardents.

L.M.

P
L
E
S
S
E

COMMUNIQUÉ

F.E.N.

SECTION LOCALE DE
LOIRE ATLANTIQUE

Le syndicat National des Personnels de l'Education Surveillée (S.N.P.E.E.), élève une vigoureuse protestation contre les condamnations des paysans en lutte pour le droit au travail, et se déclare solidaire de leur action. Il dénonce la répression syndicale. Cet exemple local de répression particulièrement violente, illustre les atteintes dont les travailleurs et leurs organisations sont l'objet de la part du pouvoir en place.

UNE BELLE FIN DE MAIRIE (CRIM)

LE HÉRÈNE DE NOS RUES

Il y a deux semaines, un grand...
de la police de Paris...
à la suite de...
de la police de Paris...
à la suite de...

LE DABLE GUE

Le dable, ce n'est pas...
un animal...
un animal...
un animal...

COMMON I QUE

Le dable, ce n'est pas...
un animal...
un animal...
un animal...

D-1111111111

"Section Spéciale" Film de Costa-Gravas (France 1974-1975)
Le nouveau film de Costa-Gravas et Georges Sanprun, les auteurs de "Z", l'"Aveu", et "Etat de Siège" Paris, été 41: Un officier nazi est abattu par un résistant communiste. Les Nazis demandent au gouvernement de Vichy de leur condamner à mort 6 otages. Vichy met rapidement à pied un tribunal d'exception, crée une loi permettant de juger rétroactivement et de condamner à mort des condamnés déjà jugés. Le gouvernement français collaborateur en profite pour se débarrasser de militants communistes.

"Section Spéciale" est un film politique qui ne cache pas qu'il est politique. Et c'est un film qui comme les précédents de ses auteurs veut toucher un vaste public. Il s'inscrit dans la ligne d'un certain cinéma progressiste, ligne où oeuvre Yves Boisset. C'est un film "Union de la Gauche", (tendance P.C.F.). Son propos se situe à deux niveaux: une réflexion sur la justice, et montrer la lutte des classes. Sur le premier propos le film est limité: il y a la Justice avec un grand J qui est bafouée (comme dans "Z") par un régime totalitariste de droite. (Pas un instant n'est remise en question cette justice issue d'un régime démocratique et parlementaire). Dans son deuxième propos (la lutte des classes), le film est nettement plus intéressant et plus juste; il dit clairement: 1) sous l'Occupation, le régime de Vichy était totalement aux ordres des Nazis. 2) le premier ennemi commun des Nazis et des collaborateurs français était le communisme: il fallait s'en débarrasser.

Film moins bien réalisé que "Etat de Siège", dont il n'a pas toujours la rigueur et la force didactique, "Section Spéciale" est un film important dans le cinéma français par son sujet et par sa volonté de toucher un public populaire.

(Cinéma "Colisée" - Tous les jours 15h/ 21h- Samedi 20h15/ 23h15)

J. LANDREAU

Qui se ressemble s'assemble

Congrès à la Baule de l'UNAM, union nationale pour l'avenir de la médecine, "qui se bat pour une médecine libérale". Avec l'UNAM, Guichard n'a pas reçu seulement les patrons (CNPF), qui la soutiennent, mais aussi des syndicalistes (radio régionale dixit) il s'agit évidemment de la CFT ! Médecine "libérale", médecine "patronale", médecine FASCHISTE ?!

Nantes-25 Avril

Licenciement d'une auxiliaire enceinte annulé par le tribunal administratif. Employée à la Maison de Retraite de Montreuil Bellay, cette personne avait été licenciée alors qu'elle avait justifié de son état de grossesse. Les dispositions du code du travail, appliquées à la lettre, ne garantissent pas les auxiliaires; cette décision, qui fait suite à une décision dans le même sens du conseil d'état a donc son importance.

Nantes-25 Avril

Création d'un "comité de soutien à l'armée et d'action civique", avec l'appui de quelques notables, d'officiers et de quelques jeunes fachs du coin. A toutes fins utiles: Foyer de la légion, 12 rue Kervégan-44000 Nantes.

Bords de l'erdre-29 avril

1 500 personnes, 3 Km de rives publiques, mais inaccessibles sont débroussaillées du pont de la Jonelière à la propriété des Desesmaisons. Pique-nique sur les pelouses de l'individu (Mairie de la Chapelle), meeting. Construction d'un pont sur un bout de marais, et pour franchir un canal privé, destruction d'un mur barrant l'accès de chez Grandjouan. Le lendemain, le pont est détruit, Desesmaisons et Grandjouan portent plainte, mais Grandjouan "n'est pas opposé au passage de 3,25 m sur sa propriété". Par ailleurs, on apprend que Guillouard, sénateur, élu avec les voix de Desesmaisons, se signale en ajoutant un texte de sa main au communiqué du préfet sur la vigne marou. Un qui n'est pas du s'étonner que la police attaque précisément le jour où La Chapelle sur Erdre était de garde à la Vigne Marou, et quelques jours avant la manif de l'Erdre, c'est Desesmaisons.

Nantes 29 avril

4 000 personnes au meeting Edmond Maire CGDT à Nantes.
Délégations ouvrières de toute la région, chants de lutte et intervention des paysans travailleurs à propos des 12 emprisonnés de la Vigne Marou. Rappelons qu'après une dure polémique CGT-CFDT, la journée régionale intersyndicale d'action prévue pour le 29 avril avait été annulée.
Polémique portant sur la présence d'Edmond Maire, des questions de prééminence entre les organisations; mais aussi sur l'appréciation de la combativité actuelle de la base.

Nantes 29-30 avrilGrève à la sécurité sociale

" une heure, deux heures, trois heures d'attente aux guichets, c'est trop. Trois semaines, un mois ou plus pour recevoir un mandat, inacceptable.... Patronat et Gouvernement gèrent la sécurité sociale... que l'on ne peut plus appeler un service public... sabotage progressif de l'institution... embuche insuffisante, salaires trop bas, déqualification du personnel, paperasserie, mise en place désastreuse de l'informatique qui allonge les délais de paiement... comme à l'ORTF, aux PTT, un démantèlement progressif en perspective, mise en place par les compagnies d'assurance d'une sécurité sociale parallèle par le patronat. Ce personnel de la sécurité sociale appelle l'ensemble des assurés sociaux et allocataires à participer et à soutenir les actions engagées par le personnel."

tract CGT CFDT FO CFTC

Perrier-Cholet

Fin de l'occupation; Reprise du travail dans le mois à venir un groupe suisse s'engageant à reprendre l'usine avec 100 salariés cette année, 200 l'année suivante et 300 dans 2 ans.

Danifer

Grève générale depuis le 23 Avril. Poursuite du Mouvement, malgré les provocations patronales.

Mercredi 30 AvrilLE FÉDÉRATIF DE SAIGON :

L'APL arrose au gros rouge la chute du régime fasciste et fantoche du Sud-Vietnam

13 EN Bref: V I G N E M A R O U

& 24 Avril: 1500 personnes en forêt du gavre, meeting sur la ferme du Calvaire, appartenant au Comte Armand, et également en friche. Présence d'un pontife de la FNSEA (Section des fermiers), qui soutient les 12, et d'un Groupe de Dubigeon.

& 28 Avril: 1500 personnes à Nantes, manifestation combattive qui se dispersa difficilement, Place du Commerce.

Déclaration de soutien de gauche: CSF, MODEF, CMR; Vie nouvelle etc.....

Le Le préfet Canous, qui a délégué choisi d'intervenir le jour où le canton de la Chapelle sur Erdre était de garde, couvre les violences policières du Mardi 22. En plus, de deux communiqués hystériques, "censurés par Ouest-France" (le pauvre homme).

Canous met en circulation la liste nominative des 27 interpellés, au mépris de toute légalité: pour rendre service à d'éventuelles milices privées? (voir tract FFA sur ce thème)

Les voitures confisquées sur la ferme sont toujours entre les mains des flics, qui ont exprimé l'intention de les vendre aux enchères, avec les neubles des Mazery, pour les frais de justice et de dédommagement du Comte.

Après versement d'une caution, c'est reporté à 15 jours.

Procès des 12: Cour d'appel de Rennes 1400

Avocats Tinière de Saint NAZAIRE et Leclerc de Paris.
Manif à l'appel de la FDSEA et des Paysans travailleurs.
13h00 Champ de Mars

Vous pouvez écrire. Tous les hommes sont à la Maison d'arrêt de Rennes, 5- Rue Jacques Cartier:

(Pineau, Gattepaille, JP Martin, Breheret, Pecot, Pottiron; Gilb Cariou, Mazery, Macé)

et à la prison de femmes

18 Rue de Châtillon. Rennes.

(Monique Mazery, Mh Seroux, D. Gary.)

=====

ECOLE EMANCIPEE.

Un tract de l'Ecole Emancipée 44, appelle les enseignants à participer à:

la manifestation du 5 MAI à 14h.

Ce qui implique de faire grève ce jour là.

(voici un exemple de grève justifié, car on ne peut être à Rennes et dans sa classe en même temps.)

=====

Les evennements de Plessé vus par le Préfet .

Les journaux régionaux ayant coupé le communiqué du Préfet (pour débilite trop profonde) , l'APL estime nécessaire , à la suite du sénateur Guillard, d'en publier l'autorité du Super flie de notre département :

- propos des manifestatons aux prisons de Nantes et de ST NAZAIRE .
 - à propos des Paysns Travailleurs .
- Philosophie générale .

=====

Il n'est pas possible , en effet , d'admettre que soit appelée manifestation de solidarité à des agriculteurs , une attaque violente de deux prisons du département .

..... Ce n'est pas au milieu de la nuit , alors que ceux qui travaillent le jour , dorment tranquillement , que l'on se rassemble pour exprimer et soutenir une bonne cause.....

(a propos des manifs aux prisons de Nantes et St . Nazaire .)

=====

à propos des Paysans Travailleurs :

Ceux qui ont voulu confisquer abusivement l'étiquette de Paysans travailleurs- en insultant les autres - car tous les paysans sont travailleurs , ont seulement réuni les habitués du désordre. Ils sont peu nombreux dans le milieu rural et il a fallu aller les chercher ailleurs . Quelles que soient leurs étiquettes et le petit nombre de leurs groupements , les acteurs identifiés des désordres de Nantes , de Saint Nazaire et de Plessé , affichent , en toutes circonstances , leurs idéologies anarchistes , trotskystes , marxistes , léninistes et prétendent les imposer par des opérations spectaculaires , la force et des tentatives de terrorisme .

=====

Philosophie générale :

Il est en effet inadmissible que la violence totalitaire et l'idéologie politique se cachent sous la prétendue défense d'intérêts professionnels .

Il n'est pas tolérable que des étrangers à une commune veuillent s'y conduire en maîtres et en dictateurs , et qu'un groupe venu d'ailleurs essaye de faire par un rassemblement de force momentanée - que le nombre prime le droit .

=====

419

THE
FIRST
PART

OF
THE
HISTORY

OF
THE
CITY

OF
LONDON

ON A RECU CA :

=====

" Bon Salut les camarades!!

Jé ne décide tout de même à faire un p'tit article.

Car les dernières prises de positions à propos de la casse chez le Conte Armand faite dans la nuit de Vendredi à Samedi par les 3 gars, me révoltent; Des responsables, les ceusses qu'on la ligne.

Car bon dieu si les 3 gars ont pris du plaisir à aller faire un petit tour chez ce Monsieur, on a pas à les juger et à les condamner et à les dénoncer. On peut laisser ces corvées à Messieurs les flics, bourgeois juges.

Car les ptises de positions: " On dénonce avec la plus grande énergie les actes de vandalisme perpétrés par des personnes totalement étrangères (racistes) à l'action syndicale" ressemblent étrangement aux prises de position du Préfet, des flics, bourgeois après des actions de paysans (ex. lait déversé sur la chaussée, actions chez des cumulards etc.) "on dénonce ces actes de violence de vandalisme qui ne sauraient être tolérées" et j'en passe.

Et en plus ça devient une petite habitude chez vous messieurs " les Militants responsables et irréprochables"; car y a pas si longtemps après la manif du Larzac sur le terrain du Bêle, vous vous êtes empressés encore une fois de rentrer dans la "course des démarcations" des Anciens combattants et de Mr Bolo en dénonçant l'acte de vandalisme commis contre une plaque commémorant les résistants fusillés.

"On dénonce l'acte de vandalisme.... commis par des provocateurs fascistes" Et ben les mecs vous vous camardez pas avec les mots. Car peut-être est-ce seulement un type de la manif qui ne l'aurait pas fait exprés (c'est une supposition). Cette course de dénonciations me révoltent et m'écoeurent lorsqu'elle vient de types d'organisations de gauche et d'extrême gauche. Enfin je ne faisais plus beaucoup d'illusions sur certains individus, mais maintenant... ET ces attitudes de dénonciateurs vont bien avec les attitudes de petits chefs, de flics, que vous avez dans certaines manif.

Voilà des petits faits étranges intitulés "Dialogues de sourds": Derrière la manif de l'Erdre: des responsables "une délégation va aller chez Mr le Maire", des irresponsables "tout le monde devrait y aller". Reflexion d'un responsable à un irresponsable "T'as pas collé l'affiche pour l'appel à la manif, tu ne peux pas aller en délégation".

Manif sur le terrain du Bêle, un responsable "on propose des carrefours sur l'Erdre, l'école etc...", un irresponsable "un carrefour ballon"... "Tu ne peux pas proposer un carrefour tu n'étais pas à la préparation de la manif".

Ière manif contre la loi Haby: des responsables "A bas l'école, les flics et les patrons; Camarades marchez derrière le service d'ordre" A bas les flics. Un irresponsable "je ne veux pas être encadré par un service d'ordre".

Enfin voilà des petits dialogues qui montrent bien l'esprit de certains militants qui gueulent contre la repression et qui néanmoins dans les faits sont aussi répressifs car leurs attitudes de responsables, ne laissent à ceux qui ne sont pas dans les collectifs organisateurs (pour différentes raisons) de manif, ou d'actions que le choix: - être irresponsable et suiviste (ou nouton)

- être irresponsable et provocateurs.

Mais ces militants responsables qui gueulent contre les irresponsables et provocateurs dans leurs propres manif applaudissent et

soutiennent les débordements dans les manifs d'autrui (ex: quand les intérimaires ont cassés des parcmètres ,chambre patronale et maisons intérim);Ce qui fut fait par des débordements par rapport aux organisations .Alors camarades faut être responsable bon dieu.

Bon je termine en disant que ce n'est pas seulement I2 à Plessé que l'on devrait soutenir, mais I5 gars en prison.Et même si c'est pas dans la ligne ce qu'on fait les 3 gars, ils sont quand même en prison, Hein.

A BAS LA REPRESSION

NOTE APL

Cette lettre parait "représentatrice" d'un courant ou d'une attitude qui a toujours existé avec plus ou moins d'influence. Ce courant n'ayant pas ou peu de moyen d'expression, il nous semble juste de rappeler son existence et de lui permettre de s'exprimer .

Le collectif APL n'est d'accord ni sur la forme ni sur le fond de cette lettre, mais croit qu'une idée importante s'en dégage que nous analysons ainsi: La "dénonciation" de tout débordement, ou pour être plus précis, le caractère systématique et sans nuance de ces "dénonciations" posent problème.

Pour le "casse" de chez le comte Armand; si la critique et la dénonciation politique de ces actes est correcte, si les explications sur les conséquences néfastes qu'ils ont pour la poursuite de l'action sont nécessaires, pourtant il ne nous parait ni nécessaire ni correcte de laisser seuls face à la repression ceux qui en sont les auteurs.

L'APL (bulletin d'information) n'est pas le lieu où peut s'approfondir ce débat, mais cette lettre tient lieu d'information sur un certain type de réaction .